

Gilkinet : "L'enlisement budgétaire se poursuit"

■ Le rapport de la Cour des comptes sur le budget 2019 n'est pas tendre pour le fédéral.

Chaque année, sans doute pas comme le beaujolais nouveau, le rapport de la Cour des comptes sur l'esquisse du budget fédéral est attendu. Et, contrairement au beaujolais nouveau, on n'a pas été déçu. Le rapport n'est pas tendre avec le projet de budget 2019.

"Pour résumer, lance Georges Gilkinet, député fédéral Écolo, ce rapport montre que le gouvernement poursuit une stratégie d'embellissement budgétaire qui va coûter cher lors de la prochaine législature."

Dans le détail, ça donne quoi?

D'abord, sur un plan macroéconomique, la Cour des comptes rappelle qu'entre le moment où le budget a été esquissé en juillet et de nouvelles projections économiques du Bureau fédéral du Plan le contexte économique s'est un chouïa dégradé. La croissance du PIB pour 2018 et 2019 sera de 1,5%. Et

pas de 1,6% comme attendu. Cela n'a l'air de rien, mais ça fait une différence de 380 millions d'euros.

Imprécisions

La trajectoire budgétaire est elle aussi pointée du doigt, au travers de l'effort au niveau du solde structurel (hors effets conjoncturels), pas assez probant. La Commission européenne, dans le cadre de la lettre envoyée au gouvernement sur ce budget 2019, pointait déjà il y a quinze jours le fait que la Belgique s'écartait un peu trop de la trajectoire voulue par le Pacte de stabilité et de croissance.

Le 21 novembre, la Commission européenne remettra également son avis.

"La Cour indique que le gouvernement se trompe aussi sur les effets 'retour' du tax shift (-217 millions d'euros), sur le caractère structurel des versements anticipés à l'impôt des sociétés (-300 millions d'euros), sur la date d'entrée en vigueur de mesures annoncées mais loin d'être concrétisées (comme le job's deal, 504,5 millions d'euros!) ou de la transposition minimaliste de la directive Atad (lutte contre l'évasion fiscale; 56 millions d'euros). Bref, on assiste à une nouvelle opération de maquillage de la réalité budgétaire par la majorité."

Pour le député, c'est d'autant plus grave que "le gouvernement fédéral a passé son temps à donner des leçons à tout le monde en termes de gestion des finances publiques, en particulier à l'égard de l'opposition". Pour autant, et c'est un fait incontestable qui a été mesuré et projeté pour l'avenir par le Bureau du Plan, l'effet des mesures prises est réel sur l'emploi, qui ne s'est sans doute jamais aussi bien porté en Belgique qu'actuellement. "En apparence, oui, mais à quel prix cette amélioration s'est-elle faite? Par ailleurs, les dernières statistiques publiées la semaine dernière par Eurostat montrent que la Belgique, au niveau européen, recule de la 7^e à la 11^e place dans la lutte contre la précarité", conclut Georges Gilkinet.

Du côté de la ministre Sophie Wilmès (MR), on réagit calmement: "La Cour des comptes a fait son travail et a rendu un rapport qui pose, comme à son habitude, une série de questions auxquelles nous répondrons, comme à chaque fois, de manière précise et fournie. Tradition oblige: l'opposition profite de la publication de ce rapport et, au travers d'une lecture orientée, tente d'appuyer son storytelling d'approximation budgétaire et d'apocalypse à venir. J'invite les cassandres de l'opposition à regarder les comptes de l'État depuis 2014. Notre travail d'assainissement y est visible, réel et durable."

François Mathieu